



Leçon 8

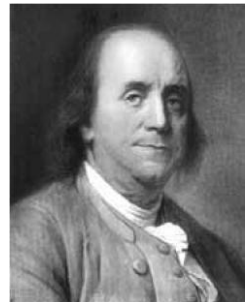
L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis

La dictature des banquiers et leur système d'argent-dette ne se limite pas seulement au Canada, mais s'étend dans tous les pays du monde. En effet, il suffirait qu'un seul pays se libère de cette dictature et donne l'exemple de ce que pourrait être un système d'argent honnête, émis sans intérêt et sans dette par un office national de crédit qui représenterait la richesse réelle de la nation, pour que le système d'argent-dette des banquiers s'écroule dans le monde entier.

Cette lutte des Financiers internationaux pour installer leur système frauduleux d'argent-dette a été particulièrement virulente aux Etats-Unis depuis le tout début de leur existence, où les faits montrent que plusieurs hommes d'Etat américains étaient bien au courant du système d'argent malhonnête que les Financiers voulaient imposer et de tous les malheurs qu'il entraînerait pour l'Amérique. Ces hommes d'Etat étaient de véritables patriotes, qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour conserver aux Etats-Unis un système d'argent honnête, libre du contrôle des Financiers. Les Financiers font tout pour tenir cachée cette facette de l'histoire des Etats-Unis, de peur que l'exemple de ces patriotes ne soit suivi encore aujourd'hui. Voici ces faits que les Financiers voudraient que la population ignore:

La population la plus heureuse

Nous sommes en 1750. Les Etats-Unis d'Amérique n'existent pas encore; ce sont les 13 colonies sur le continent américain qui forment la «Nouvelle-Angleterre», possession de la mère-patrie, l'Angleterre. Benjamin Franklin écrivait de la population de ce temps: «Impossible de trouver de population plus heureuse et plus prospère sur toute la surface du globe.» Faisant rapport en Angleterre, on lui demanda le secret de cette prospérité dans les colonies, alors que la misère régnait dans la mère-patrie:



«C'est bien simple, répondit Franklin. Dans les colonies, nous émettons notre propre papier-monnaie, nous l'appelons Colonial Script, et nous en émettons assez pour

faire passer facilement tous les produits Benjamin Franklin des producteurs aux consommateurs. Créant ainsi notre propre papier-

L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis 131

monnaie, nous contrôlons notre pouvoir d'achat et nous n'avons aucun intérêt à payer à personne.»

Les banquiers anglais, mis au courant, firent adopter par le Parlement anglais une loi défendant aux colonies de se servir de leur monnaie script et leur ordonnant de se servir uniquement de la monnaie-dette d'or et d'argent des banquiers qui était fournie en quantité insuffisante. La circulation monétaire dans les colonies se trouva ainsi diminuée de moitié.

«En un an, dit Franklin, les conditions changèrent tellement que l'ère de prospérité se termina, et une dépression s'installa, à tel point que les rues des colonies étaient remplies de chômeurs.»

Alors advint la guerre contre l'Angleterre et la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, en 1776. Les manuels d'histoire enseignent faussement que la Révolution Américaine était due à la taxe sur le thé. Mais Franklin déclara: **«Les colonies auraient volontiers supporté l'insignifiante taxe sur le thé et autres articles, sans la pauvreté causée par la mauvaise influence des banquiers anglais sur le Parlement: ce qui a créé dans les colonies la haine de l'Angleterre et causé la guerre de la Révolution.»**

Les Pères Fondateurs des Etats-Unis, ayant tous ces faits en mémoire, et pour se protéger de l'exploitation des banquiers internationaux, prirent bien soin de stipuler clairement dans la Constitution américaine, signée à Philadelphie en 1787, dans l'article 1, section 8, paragraphe 5: **«C'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur.»**

La banque des banquiers

Mais les banquiers ne lâchèrent pas le morceau. Leur représentant, Alexander Hamilton, fut nommé Secrétaire du Trésor (l'équivalent de notre ministre des Finances) dans le cabinet de George Washington, et se fit l'avocat d'une banque nationale privée et de la création d'un argent-dette avec de faux arguments, tels que: **«Une dette nationale, pourvu qu'elle ne soit pas excessive, est une bénédiction nationale... Le gouvernement se montrera sage en renonçant à l'usage d'un expédient aussi séduisant et dangereux, soit d'émettre son propre papier-monnaie.»**

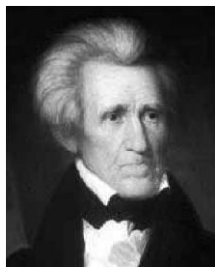
Hamilton leur fit aussi accroire que seul l'argent-dette des banques privées était valable pour les transactions avec les pays étrangers.



Alexander Hamilton

132 Leçon 8

Thomas Jefferson, le Secrétaire d'Etat, était fortement opposé à ce projet, mais le président Washington se laissa finalement convaincre par les arguments d'Hamilton. Une banque nationale fut donc créée en 1791, la «Bank of the United States», avec une charte d'une durée de 20 ans. Quoique nommée «Banque des Etats-Unis», elle était plus véritablement la «banque des banquiers», puisqu'elle n'appartenait pas du tout à la nation, au gouvernement américain, mais aux individus détenteurs des actions de la banque, les banquiers privés. Le nom de «banque des Etats-Unis» fut délibérément choisi dans le but de laisser croire à la population américaine qu'elle était propriétaire de la banque, ce qui n'était pas du tout le cas. La charte expira en 1811 et le Congrès vota contre son renouvellement, grâce à l'influence de Jefferson et d'Andrew Jackson :



«Si le Congrès, dit Jackson, a le droit d'après la Constitution d'émettre du papiermonnaie, ce droit leur a été donné pour être utilisé par eux seuls, non pas pour être délé-

Andrew Jackson gué à des individus ou des compagnies privées.»

Ainsi se terminait l'histoire de la première Banque des Etats-Unis, mais les banquiers n'avaient pas dit leur dernier mot.

Les banquiers déclenchent la guerre

Nathan Rothschild, de la Banque d'Angleterre, lança un ultimatum: **«Ou bien le renouvellement de la charte est accordé, ou bien les Etats-Unis sont impliqués dans une guerre très désastreuse.»** Jackson et les patriotes américains ne se doutaient pas que le pouvoir des banquiers pouvait s'étendre jusque-là. **«Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur dit le président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!»** Nathan Rothschild émit des ordres: **«Donnez une leçon à ces impudents Américains. Ramenez-les au statut de colonie.»**

Le gouvernement anglais déclencha la guerre de 1812 contre les Etats-Unis. Le plan de Rothschild était d'appauvrir les Américains par la guerre à un tel point qu'ils seraient obligés de demander de l'aide financière... qui bien sûr ne serait accordée qu'en retour du renouvellement de la charte de la «Bank of the United States». Il y eut des milliers de morts, mais qu'importe à Rothschild? Il avait atteint son but: la charte fut renouvelée en 1816.

L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis 133

Abraham Lincoln est assassiné



Abraham Lincoln fut élu Président des États-Unis en 1860 avec la promesse d'abolir l'esclavage des Noirs. 11 États du Sud, favorables à l'esclavage des Noirs, décidèrent donc de quitter l'Union, de se séparer des États-Unis: ce fut le début de la Guerre de Sécession, ou Guerre Civile Américaine (1861-65). Lincoln, étant à court d'argent pour financer les armées du Nord, partit voir les banquiers de New-York, qui lui offrirent

Abraham Lincoln de l'argent à des taux allant de 24 à 36%. Lincoln refusa, sachant parfaitement que c'était de l'usure et que cela mènerait les États-Unis à la ruine. Mais son problème d'argent n'était pas réglé pour autant.



Son ami de Chicago, le Colonel Dick Taylor, vint à la rescousse et lui suggéra la solution: «**Que le Congrès passe une loi autorisant l'émission de billets du Trésor ayant plein cours légal, payez vos soldats**

avec ces

billets, allez de l'avant et gagnez votre guerre.»

C'est ce que Lincoln fit, et il gagna la guerre: de 1862 à 1863, Lincoln fit émettre 450 millions \$ de «greenbacks» (appelés ainsi par la population parce qu'ils étaient imprimés avec de l'encre verte au verso).

Lincoln déclara: «**Le gouvernement, possédant le pouvoir de créer et d'émettre la monnaie et le crédit en tant qu'argent, et bénéficiant du droit de retirer l'argent et le crédit de la circulation par les taxes ou autre moyen, n'a pas besoin, et ne devrait jamais emprunter de l'argent à intérêt comme moyen de financer les travaux gouvernementaux et les entreprises publiques... Le privilège de créer et émettre l'argent est non seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais aussi sa plus grande opportunité créative.»**

Lincoln appela ces greenbacks «**la plus grande bénédiction que le peuple américain ait jamais eue.»** Bénédiction pour tous, sauf pour les banquiers, puisque cela mettait fin à leur «racket» du vol du crédit de la nation et de création d'argent avec intérêt. Ils mirent donc tout en oeuvre pour saboter l'oeuvre de Lincoln. Lord Goschen, porte-parole des Financiers, écrivit dans le *London Times* (citation tirée de *Who Rules America*, par C. K. Howe, et reproduite dans *Lincoln Money Martyred*, par R. E. Search):

134 Leçon 8

«Si cette malveillante politique financière provenant de la République nord-américaine devait s'installer pour de bon, alors, ce gouvernement fournira sa propre monnaie sans frais. Il s'acquittera de ses dettes et sera sans aucune dette. Il aura tout l'argent nécessaire pour mener son commerce. Il deviendra prospère à un niveau sans précédent dans toute l'histoire de la civilisation. Ce gouvernement doit être détruit, ou il détruira toute monarchie sur ce globe.» (La monarchie des contrôleurs du crédit.)

Tout d'abord, dans le but de discréditer les greenbacks, les banquiers persuadèrent le Congrès de voter, en février 1862, la «Clause d'Exception», qui stipulait que les greenbacks ne pouvaient être utilisés pour payer l'intérêt sur la dette nationale. Ensuite, ayant financé l'élection d'assez de sénateurs et de députés, les banquiers firent voter par le Congrès en 1863 le retrait de la loi des Greenbacks et son remplacement par le National Banking Act (Loi des Banques Nationales, où l'argent serait créé avec intérêt par des compagnies privées).

Cette loi stipulait aussi que les greenbacks seraient immédiatement retirés de la circulation aussitôt leur retour au Trésor pour paiement des taxes. Lincoln protesta énergiquement, mais son objectif le plus pressant était de gagner la guerre et de sauver l'Union, ce qui l'obligea à remettre après la guerre le veto qu'il projetait contre cette loi et l'action qu'il entendait prendre contre les banquiers. Lincoln déclara tout de même: **«J'ai deux grands ennemis: l'armée du Sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.»**

Lincoln fut réélu Président en 1864 et fit clairement savoir qu'il s'attaquerait au pouvoir des banquiers une fois la guerre terminée. La guerre se termina le 9 avril 1865, mais Lincoln fut assassiné cinq jours plus tard, le 14 avril. Une formidable restriction du crédit s'ensuivit, organisée par les banques. L'argent en circulation dans le pays, qui était de 1907 millions \$ en 1866, soit 50,46 \$ pour chaque Américain, tomba à 605 millions \$ en 1876, soit 14,60 \$ par Américain. Résultat: en dix ans, 54 446 faillites, pertes de 2 milliards \$. Cela ne suffisant pas, on alla jusqu'à réduire la circulation d'argent à 6,67 \$ par tête en 1867!

William Jennings Bryan:

L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis 135

«Les banques doivent se retirer»



L'exemple de Lincoln demeurait néanmoins dans plusieurs esprits, même jusqu'en 1896. Cette année-là, le candidat démocrate à la présidence était William Jennings Bryan, et encore une fois, les livres d'histoire nous disent que ce fut une bonne chose qu'il ne fut pas élu président, car il était contre la monnaie «saine» des banquiers, l'argent créé sous forme de dette, et contre l'étalon-or:

William

Jennings Bryan «Nous disons dans notre programme que nous croyons que le droit de frapper et d'émet-

tre la monnaie est une fonction du gouvernement. Nous le croyons. Et ceux qui y sont opposés nous disent que l'émission de papiermonnaie est une fonction de la banque, et que le gouvernement doit se retirer des affaires de la banque. Eh bien! moi je leur dis que l'émission de l'argent est une fonction du gouvernement, et que les banques doivent se retirer des affaires du gouvernement... Lorsque nous aurons rétabli la monnaie de la Constitution, toutes les autres réformes nécessaires seront possibles, mais avant que cela ne soit fait, aucune autre réforme ne peut être accomplie.» La Réserve fédérale: le plus gigantesque trust

Et finalement, le 23 décembre 1913, le Congrès américain votait la loi de la Réserve Fédérale, qui enlevait au Congrès lui-même le pouvoir de créer l'argent, et remettait ce pouvoir à la «Federal Reserve Corporation». Un des rares membres du Congrès qui avait compris tout l'enjeu de cette loi,

Charles A. Lindbergh (le père du célèbre aviateur),

déclara:

C.A. Lindbergh



«Cette loi établit le plus gigantesque trust sur terre. Lorsque le Président (Wilson) signera ce projet de loi, le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire sera légalisé... le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par cette loi sur la banque et le numéraire.»

L'éducation du peuple

Qu'est-ce qui a permis aux banquiers d'obtenir finalement le monopole complet du contrôle du crédit aux États-Unis? L'ignorance de la population sur la question monétaire. John Adams écrivait à Thomas Jefferson, en 1787:

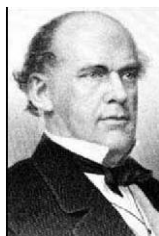
«Toutes les perplexités, désordres et misères ne proviennent pas tant de défauts de la Constitution, du manque d'honneur ou de vertu, que

136 Leçon 8

d'une ignorance complète de la nature de la monnaie, du crédit et de la circulation.»

Salmon P. Chase, Secrétaire du Trésor sous Lincoln, déclara publiquement, peu après le passage de la loi des Banques Nationales:

«Ma contribution au passage de la loi des Banques Nationales fut la plus grande erreur financière de ma vie. Cette loi a établi un monopole qui affecte chaque intérêt du pays. Cette loi doit être révoquée, mais avant que cela puisse être accompli, le peuple devra se ranger d'un côté, et les banques de l'autre, dans une lutte telle que nous n'avons jamais vue dans ce pays.»



Et l'industriel Henry Ford a dit:

Salmon P.

«Si la population comprenait le système bancaire, Chase je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.»

L'éducation du peuple, voilà la solution. Et c'est justement la formule de Vers Demain. Ah! si tous les créditistes comprenaient leur responsabilité de répandre Vers Demain! Le Crédit Social, qui établirait une économie où tout est ordonné au service de la personne humaine, a justement pour but de développer la responsabilité personnelle, de créer des hommes responsables. Chaque conquête d'un esprit au Crédit Social est une avance. Chaque personne formée par le Crédit Social est une force, et chaque acquisition de force est un pas de plus vers la victoire. Et depuis 70 ans, que de forces acquises!... Et si elles étaient toutes actives, le Crédit Social, c'est réellement avant demain matin qu'on l'aurait!

Comme l'écrivait Louis Even en 1960: **«L'obstacle n'est ni le financier, ni le politicien, ni aucun adversaire déclaré. L'obstacle est seulement dans la passivité d'un trop grand nombre de créditistes qui souhaitent bien voir venir le triomphe de la cause, mais qui laissent à d'autres le soin de la promouvoir.»**

En somme, c'est le refus d'endosser notre responsabilité. «A ceux qui ont beaucoup reçu, il sera beaucoup demandé.» (Luc 12, 48.) Examen de conscience, chers créditistes, conversion personnelle, un petit coup de coeur et endossons nos responsabilités. Nous n'avons jamais été aussi près de la victoire! Notre responsabilité, c'est de faire connaître le Crédit Social aux autres, en les faisant s'abonner à Vers Demain, le seul journal qui fait connaître cette brillante solution.

**La loi du Crédit Social votée par le
Congrès américain en 1932**

L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis 137

C'est l'éducation du peuple qui est nécessaire. Quand les pressions provenant du peuple seront assez fortes, tous les partis seront d'accord pour adopter la réforme du Crédit Social. Un bel exemple de cela peut être trouvé dans le «bill Goldsborough» de 1932, qu'un auteur a décrit comme étant «la réforme monétaire qui est venue le plus près de réussir en vue de l'établissement d'une monnaie véritablement saine aux Etats-Unis»:

«Une majorité écrasante des membres du Congrès américain (289 contre 60) était déjà en faveur de cette loi en 1932; et cela dure encore depuis, sous une forme ou sous une autre. Seul l'espoir futile que le nouveau Président d'alors (Roosevelt) puisse rétablir la prospérité sans abandonner le système d'argent-dette dont l'Amérique avait hérité, empêcha le Crédit Social de devenir la loi des Etats-Unis. En 1936, lorsque le "New Deal" (solution de Roosevelt) se montra incapable de régler efficacement la crise économique, les partisans du Crédit Social revinrent en force. Le dernier effort significatif pour gagner son adoption survint en 1938.» (W. E. Turner, *Stable Money*, p. 167.)

Même le dividende et l'escompte compensé, deux éléments essentiels du Crédit Social, étaient mentionnés dans ce projet de loi, qui fut surnommé «bill Goldsborough», du nom du député démocrate du Maryland, T. Alan Goldsborough, qui le présenta en Chambre pour la première fois le 2 mai 1932.

Deux personnes qui soutinrent le projet de loi retiennent particulièrement notre attention: Robert L. Owen, sénateur de l'Oklahoma de 1907 à 1925 et directeur de banque pendant 46 ans, et Charles G. Binderup, député du Nebraska. Owen publia un article en mars 1936 dans la revue de J. J. Harpell, *The Instructor* (et sa version française, *Le Moniteur*), dont Louis Even était le rédacteuradjoint. Quant à M. Binderup, il donna plusieurs causeries à la radio américaine, durant la crise, pour expliquer les méfaits du contrôle du crédit par des intérêts privés.

Voici des extraits du discours de Robert Owen à la Chambre des Représentants, le 28 avril 1936: **«...le projet de loi qu'il (Goldsborough) présenta alors, avec l'approbation du Comité sur les Banques de la Chambre — et je crois que ce fut pratiquement un rapport unanime. Ce projet de loi fut débattu deux jours à la Chambre, un très simple projet de loi, établissant la politique des Etats-Unis de rétablir et de maintenir la valeur de la monnaie, et ordonnant au Secrétaire du Trésor, aux officiers de la Commission de la Réserve Fédérale et aux Banques de la Réserve Fédérale, de rendre cette politique**



138 Leçon 8

effective. C'était tout, mais suffisant, et le bill passa, non par un vote partisan: 117 députés

Robert L. Owen

républicains votèrent en faveur de ce projet de loi (qui avait été présenté par un député démocrate), et le bill passa par 289 voix contre 60, et de ces 60 députés, seulement 12, par la volonté du peuple, sont encore au Congrès.

«Ce bill fut défait par le Sénat, parce qu'il ne fut pas réellement compris. Il n'y avait pas eu suffisamment de discussion à son sujet dans le public. Il n'y avait pas d'opinion publique organisée pour l'appuyer.»

Tout est là. C'est l'éducation du peuple que ça prend. Républicains comme Démocrates votèrent en sa faveur, et il n'y eut donc point besoin de «parti» du Crédit Social. De plus, Owen admet que ce qui manquait, c'était l'éducation du peuple, une force dans le peuple. Cela confirme la méthode de Vers Demain, préconisée par Douglas et Louis Even: il faut éduquer la population (en distribuant des circulaires et prenant de l'abonnement à Vers Demain).

Le bill Goldsborough était intitulé: **«Loi pour rendre au Congrès son pouvoir constitutionnel d'émettre la monnaie et d'en régler la valeur; de fournir un revenu monétaire à la population des Etats-Unis avec un pouvoir d'achat fixe et équitable du dollar, suffisant en tout temps pour permettre à la population d'acheter les biens et les services désirés selon la pleine capacité des possibilités du commerce et de l'industrie des Etats-Unis... Le système actuel, qui émet l'argent à travers l'initiative privée pour le profit, résultant en fréquentes et désastreuses inflations et déflations, doit cesser.»**

Le projet de loi prévoyait aussi un escompte sur les prix à être remboursé aux marchands, et un dividende, devant commencer à \$5 par mois (en 1932), à chaque citoyen de la nation. Plusieurs groupes témoignèrent en Chambre en faveur de ce projet de loi, faisant ressortir qu'il contenait tous les mécanismes nécessaires pour empêcher toute inflation des prix.

L'ignorance de la population

Le plus ardent opposant à ce projet de loi au Sénat était Carter Glass, ancien Secrétaire du Trésor, et farouche partisan de la «Federal Reserve» (contrôle privé de la monnaie). Aussi, le Secrétaire du Trésor (Ministre des Finances) de Roosevelt, Henry Morgenthau, fortement opposé à toute réforme monétaire, disait qu'il valait mieux «donner une chance» au «New Deal» de Roosevelt.

Ce qui aida le plus les adversaires du bill, c'est l'ignorance quasi totale de la question monétaire dans la population... et même dans le Sénat.

L'histoire du contrôle bancaire aux États-Unis 139

Certains sénateurs, ignorant même jusqu'au mécanisme de la création de l'argent (crédit) par les banques, s'écriaient: «Mais le gouvernement ne peut pas créer de l'argent comme ça! Ça va faire de l'inflation!» Et d'autres, tout en admettant la nécessité de la création d'argent sans dette, ne voyaient pas la nécessité du dividende ou de l'escompte compensé. En fait, toutes ces objections tombent d'elles-mêmes après une étude un peu sérieuse du Crédit Social.

Citations célèbres sur la question de l'argent

«Laissez-moi émettre et contrôler la monnaie d'une nation, et je ne fiche de qui fait ses lois.» — Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), père fondateur de la finance internationale

«L'histoire nous dit que les changeurs d'argent ont eu recours à toute forme d'abus, d'intrigue, de tromperie, et autres moyens les plus violents possibles pour conserver leur contrôle sur les gouvernements en contrôlant l'argent et son émission.» — Le Président américain James Madison

«Les puissances d'argent dénoncent comme étant ennemis publics tous ceux qui remettent en question leurs méthodes ou font la lumière sur leurs crimes.» — Le candidat démocrate à la présidence William Jennings Bryan

«Quiconque contrôle la quantité d'argent dans un pays est le maître absolu de toute l'industrie et du commerce.» — Le Président américain James A. Garfield

«Le système bancaire fut conçu dans l'iniquité et né dans le péché. Les banquiers possèdent la planète. Enlevez-leur la planète, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent, et d'un trait de plume, ils créeront assez d'argent pour racheter la planète et en devenir les propriétaires... Si vous voulez continuer d'être les esclaves des banquiers et payer le prix de votre esclavage, alors laissez les banquiers continuer de créer l'argent et de contrôler le crédit.» — Sir Josiah Stamp, gouverneur de la Banque d'Angleterre, 1940.

«Le procédé par lequel les banques créent l'argent est si simple qu'il en répugne notre esprit.» — John K. Galbraith, dans *Money: Whence it came, where it went*, p. 29.

«Les banques créent l'argent. Il y a longtemps qu'elles le font, mais elles ne s'en étaient pas bien rendu compte, et elles ne voulaient pas l'admettre. Très peu l'admettaient. C'est ce que vous constaterez dans toutes sortes de documents, de manuels de finance, etc. Mais depuis, et nous devons être très francs à ce sujet, il y a eu évolution, si bien

140 Leçon 8

qu'aujourd'hui, je doute que vous trouviez beaucoup de banquiers éminents essayant de nier que les banques créent le crédit.» — H. W. White, président des Banques Associées de Nouvelle-Zélande, devant la Commission monétaire de Nouvelle-Zélande, 1955.

Thomas Edison et Henry Ford

Terminons cet article avec les citations de deux grands citoyens américains, Thomas Edison et Henry Ford:

Edison: **«A travers notre histoire, quelques-uns des plus grands Américains ont cherché à casser l’empreinte hamiltonienne (l’argent-dette d’Alexander Hamilton) sur notre politique monétaire, dans le but d’y substituer une monnaie stable en fonction des besoins physiques de la nation. Un manque de compréhension dans le public et chez les autorités, combiné au pouvoir des intérêts bancaires qui ont machiné des intérêts personnels dans la présente situation chaotique, ont jusqu’ici contrecarré tout effort.**

«Ne les laissez pas vous embarrasser avec le cri de “monnaie de papier”. Le danger du papier-monnaie est précisément le danger de l’or — si vous en avez trop, ce n’est pas bon. Il n’y a qu’une règle pour l’argent et c’est d’en avoir assez pour mener tout le commerce légitime qui attend d’être fait ...

«Si les Etats-Unis adoptent cette politique d’augmenter leur richesse nationale sans rien payer au collecteur d’intérêts — car toute dette nationale est faite d’intérêts à payer — alors vous verrez une ère de progrès et de prospérité dans ce pays qui n’aurait jamais pu arriver autrement.» Et un appel d’Henry Ford:

«La jeunesse qui pourra résoudre la question monétaire fera plus pour le monde que toutes les armées de l’histoire.»

Jeunes, affamés de vérité et de justice, avez-vous compris? Joignez les rangs des apôtres du journal Vers Demain, pour le salut de votre pays et de tous vos concitoyens. Les Pèlerins de saint Michel ont besoin de vous. Ils vous attendent !